



Femmes dans l'Emploi Informel :  
Globalisation et Organisation



**E**ntre le 23 mars et le 8 avril 2020, WIEGO a mené une évaluation rapide pour comprendre l'impact de la COVID-19 et des mesures de santé publique mises en oeuvre par les gouvernements sur les travailleuse·eur·s de l'informel en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Cette évaluation comprenait des entretiens avec 21 organisations de base locales et internationales (OB), cinq réseaux régionaux et internationaux d'organisations de travailleuse·eur·s de l'informel, ainsi qu'un institut de recherche et une ONG qui travaillent en étroite collaboration avec ces travailleuse·eur·s.<sup>1</sup>

Les organisations interrogées représentent principalement des travailleuses domestiques, des travailleuse·eur·s à domicile, des vendeuse·eur·s de rue, des commerçant·e·s de marchés et des récupérateur·e·s de matériaux. Dans la plupart des pays, il s'agit de secteurs féminisés, caractérisés par

des salaires insuffisants ou par le travail autonome. D'autres organisations de base interrogées regroupent des travailleuse·eur·s d'autres secteurs, comme des cireuse·eur·s de chaussures à Mexico (Mexique) et des vendeuse·eur·s de journaux à Lima (Pérou).

Dans ces cinq tableaux, nous présentons les résultats de ces entretiens. Ils mettent en évidence l'impact de l'évolution des mesures de santé publique sur les moyens de subsistance des travailleuse·eur·s de l'informel. Comme les réponses de la population face à la COVID-19 changent rapidement, les entretiens représentent la réalité à un moment donné précis. Toutefois, plusieurs conséquences économiques sur les moyens de subsistance des travailleurs de l'informel seront toujours d'actualité une fois la crise atténuée et que les pays passeront du confinement total à un confinement partiel ou aux mesures de distanciation sociale. WIEGO mènera une autre série d'entretiens au cours des deux prochains mois afin de comprendre comment les crises économique et sanitaire affectent les travailleuse·eur·s dans ces secteurs de l'économie informelle.

<sup>1</sup> Les réseaux d'organisations de travailleuse·eur·s de l'informel régionaux et mondiaux consultés comprennent HomeNet de l'Europe de l'Est, HomeNet de l'Asie du Sud, HomeNet de l'Asie du Sud-est, la Fédération internationale de travailleuses domestiques et StreetNet International. Bon nombre des OB consultées étaient affiliées à ces réseaux. Les OB locales consultées sont celles avec lesquelles WIEGO travaille en partenariat dans le cadre de son programme Villes Focales.

Dans de nombreux cas, l'impact sur les moyens de subsistance des travailleuse-eur-s de l'informel représente une perte de revenus permanente. En Inde, les gouvernements locaux utilisent les mesures d'isolement social pour démanteler les infrastructures des vendeuse-eur-s de rue. En Colombie, les récupératrice-eur-s de matériaux ne veulent pas arrêter le travail dans les rues parce que les entreprises privées s'en serviront pour justifier le transfert des contrats de gestion des déchets à de grandes sociétés privées. Dans toute l'Asie du Sud-Est, les travailleuse-eur-s à domicile craignent que le tourisme ne revienne pas dans la région et qu'il n'y ait donc plus de marché pour commercialiser leurs produits. Les travailleuses domestiques s'inquiètent du fait que, lorsque leurs employeuse-eur-s perdent leur emploi, elles n'auront plus de travail même après la fin des mesures de confinement.

Dans certains pays, les vendeuse-eur-s de nourriture dans les marchés et les récupératrice-eur-s sont désormais considéré-e-s comme essentiel-le-s et autorisé-e-s donc à travailler. Les organisations de travailleuses domestiques demandent que leurs membres soient également incluses dans les mesures concernant le personnel de la santé car elles fournissent des soins à domicile aux malades et aux personnes âgées. En Argentine, les travailleuse-eur-s à domicile produisent désormais des masques pour le marché local. Bien que reconnu-e-s officiellement par le gouvernement comme des travailleuse-eur-s essentiel-le-s, de nombreuse-eux travailleuse-eur-s de l'informel appartenant à des secteurs très divers, dont l'agriculture, la santé, la garde d'enfants et les transports, sont sur le front des réponses nationales à la pandémie. Cette reconnaissance témoigne de l'importance des travailleuse-eur-s de l'informel pour nos économies.

### Les travailleuse-eur-s de l'informel sont confronté-e-s à des défis communs :

- L'éloignement physique est impossible dans les quartiers urbains surpeuplés et dans les établissements informels.
- Elles-ils ont un accès limité aux informations sur le virus et sur son mode de propagation et ont été la cible des campagnes de désinformation.
- Elles-ils manquent souvent de savon et/ou d'eau propre pour se laver les mains.
- Elles-ils ont besoin d'équipement de protection pour effectuer leur travail essentiel et leurs activités quotidiennes. Les OB s'efforcent de l'acquérir elles-mêmes faute de soutien gouvernemental, dans un contexte de prix abusifs et de stockage de la part des classes moyennes et aisées.
- En raison de l'insuffisance des revenus quotidiens, ces travailleuse-eur-s n'ont pas pu stocker de la nourriture ou d'autres produits fondamentaux avant la période de confinement.
- Les problèmes de santé mentale sont cités comme une préoccupation majeure à cause des incertitudes sanitaires et économiques et de leur manque de revenus actuel.
- Les mesures de confinement augmentent la menace de violence domestique envers les travailleuses de l'économie informelle.
- Les travailleuses de tous les secteurs de l'économie informelle ont de plus en plus de difficultés pour travailler en raison des responsabilités liées à la garde des enfants, car les écoles et les garderies sont fermées.
- Le harcèlement policier envers les travailleuse-eur-s de l'informel était monnaie courante dans toutes les régions et entraînait la confiscation de biens, des amendes ou des violences physiques et des abus policiers.
- Comme un grand nombre de travailleuse-eur-s de l'informel n'ont pas de compte bancaire numérique et/ou n'ont pas accès aux transferts d'argent mobiles, les restrictions à la mobilité leur rendent difficile de bénéficier de l'aide au revenu.
- Les migrant-e-s urbain-e-s qui retournent dans les zones rurales perdent leurs revenus et leur logement, et sont devenu-e-s des cibles de violence.

*« Nous nous sentons protégé-e-s par les mesures que nous suivons nous mêmes et non pas par les stratégies économiques du gouvernement ; nous sommes toujours dans l'attente. Nous nous sentirons protégé-e-s si, après les mesures d'isolement social, les autorités manifestent leur intention de nous inclure dans les politiques publiques de la ville.... Nous espérons qu'elles nous incluront dans les politiques de l'emploi. Cette réalité montre que nous ne dérangeons pas, nous constituons de l'aide parce que sans les travailleuse-eur-s de l'économie informelle, on n'aurait pas de nourriture dans les marchés, et sans les petits marchés, la nourriture n'arriverait pas aux quartiers les plus éloignés ».*

– Leader d'une organisation de vendeuse-eur-s de rue (RENATTA) au Pérou

# Travailleuses domestiques

« Le nombre d'employeuse-eur-s qui ont fourni des protections est minime. Elles [les travailleuses domestiques] demandent des protections pendant la journée de travail et les employeuse-eur-s utilisent le prétexte "nous avons à peine assez pour nous mêmes" ».

– Entretien avec l'organisation des travailleuses domestiques SINACTRAHO, au Mexique



photo : J. Barrett

<p><b>Fermeture des frontières</b> (c'est-à-dire entre et dans les pays)</p>	<p>Les travailleuses domestiques en Asie du Sud-Est sont incapables de retourner au travail. Lorsque les Philippines ont fermé leurs frontières de manière inattendue en février, les travailleuse-eur-s domestiques migrantes n'ont pas pu retourner chez leurs employeuse-eur-s à Hong Kong et ailleurs. La Malaisie a refusé l'entrée aux travailleuses domestiques migrantes qui rentraient au pays sous prétexte qu'elles n'étaient pas des travailleuses essentielles.</p>
<p><b>Quarantaine</b></p>	<p>Les travailleuses domestiques qui reviennent de Malaisie ou des Philippines perdent l'équivalent à 14 jours de travail lorsqu'elles sont mises en quarantaine à Hong Kong.</p> <p>Les travailleuses domestiques logées chez l'employeuse-eur sont forcées de se mettre en quarantaine chez elle-lui lorsqu'elles tombent malades. Forte exposition à la COVID-19.</p> <p>Huit travailleuses domestiques à Hong Kong sont en quarantaine.</p>
<p><b>Distanciation sociale</b> (c'est-à-dire les écoles sont encore ouvertes et les personnes sont encouragées à travailler à domicile si possible)</p>	<p>Les travailleuses domestiques doivent assumer une charge de travail plus lourde car les employeuse-eur-s augmentent les standards d'hygiène. Le fait de travailler sans mesures de protection ou de prévention au domicile de l'employeuse-eur augmente l'exposition à la COVID-19.</p> <p>Les employeuse-eur-s qui ne respectent pas la distanciation sociale font courir aux travailleuses domestiques le risque d'attraper la COVID-19.</p> <p>Sept travailleuses domestiques de Hong Kong ont contracté le virus de leurs employeuse-eur-s.</p>
<p><b>Confinement partiel</b> (c'est-à-dire les écoles sont fermées, les personnes sont encouragées à travailler à domicile si possible, les marchés et magasins alimentaires sont ouverts, les transports publics sont toujours en service)</p>	<p>La charge de travail est plus lourde car les enfants ne sont pas à l'école et les employeuse-eur-s travaillent à domicile. Les employeuse-eur-s utilisent les directives de santé publique pour justifier les demandes adressées aux travailleuses domestiques de rester plus longtemps au travail et de faire des achats pour le ménage (Mexique).</p> <p>Les travailleuses domestiques ne reçoivent aucun équipement de protection (celles logées chez l'employeuse-eur en Asie du Sud-Est et Moyen-Orient, Mexique) et aucune mesure préventive n'est prise au domicile des employeuse-eur-s.</p> <p>En Afrique, au Moyen-Orient, en Asie et en Amérique latine, les travailleuses domestiques à temps partiel ou qui ne sont pas logées chez l'employeuse-eur ont été licenciées parce qu'elles sont considérées comme malpropres en raison de leur utilisation des transports publics et de leurs conditions de vie dans des communautés à faibles revenus. Aucune indemnisation ne leur a été accordée.</p> <p>Les écoles et les garderies étant fermées, les travailleuses domestiques qui ne sont pas logées chez l'employeuse-eur ou qui travaillent à temps partiel ne peuvent pas travailler car elles s'occupent de leurs propres enfants (Mexique, Asie du Sud-Est, Inde).</p> <p>Les employeuse-eur-s sont à la maison ou sont au chômage et n'ont plus besoin d'une travailleuse domestique à temps partiel. Cela entraîne des licenciements et le manque de revenus quotidiens pour les travailleuses domestiques à temps partiel ayant plusieurs employeuse-eur-s (Hong Kong, Corée du Sud, Malaisie, Cambodge, Mexique, Kenya et Ouganda).</p>
<p><b>Confinement total</b> (c'est-à-dire les écoles sont fermées, toute et tout travailleuse-eur non essentiel le reste à la maison, les marchés alimentaires sont fermés, le service de transport public est limité)</p>	<p>Sur le continent américain, en Europe et en Asie ont eu lieu des licenciements massifs sans compensation pour les travailleuses domestiques à temps partiel ou qui habitent chez-elles. Ce phénomène n'a pas encore été constaté en Afrique, sauf en Afrique du Sud.</p> <p>Les travailleuses logées chez l'employeuse-eur n'ont pas de jour de repos car elles ne peuvent plus quitter le domicile de leur employeuse-eur (Asie du Sud-Est).</p>

# Travailleuse·eur·s à domicile

« Nos membres [...] ont peur de n'avoir rien à manger. Elles-ils ont peur des problèmes économiques, bien plus que des problèmes de santé ».

- Entretien avec l'organisation de travailleuse·eur·s à domicile HomeNet Thaïlande



photo : S. Tubsakul

**Arrêt de l'économie dans les grandes puissances économiques mondiales**  
(c'est-à-dire la Chine, l'Europe et l'Amérique du Nord)

Le coût des matières premières a augmenté dans toute l'Asie après la fermeture des frontières de la Chine. L'Europe a annulé des contrats avec des usines de vêtements au Vietnam, au Bangladesh et au Pakistan, ce qui a entraîné une diminution ou une absence de commandes et de revenus.

**Fermeture des frontières**  
(c'est-à-dire entre et dans les pays)

La demande de produits destinés à l'industrie touristique en Asie du Sud-Est et en Europe fournis par les travailleuse·eur·s à domicile a diminué, et le marché (international) des produits pour le Cambodge est en déclin.

**Confinement partiel**  
(c'est-à-dire les écoles sont fermées, les personnes sont encouragées à travailler à domicile si possible, les marchés et magasins alimentaires sont ouverts, les transports publics sont toujours en service)

La fermeture des écoles et le chômage des hommes ont accentué les responsabilités des femmes au foyer, ce qui rend difficile d'honorer les commandes.

La demande d'artisanat traditionnel a diminué en raison de l'annulation de foires commerciales et d'événements culturels au Cambodge et en Europe de l'Est. L'endettement a augmenté car les travailleuse·eur·s se servaient du crédit pour acheter des matériaux.

**Confinement total**  
(c'est-à-dire les écoles sont fermées, toute et tout travailleuse·eur non essentiel le reste à la maison, les marchés alimentaires sont fermés, le service de transport public est limité)

Les travailleuse·eur·s éprouvent des grandes difficultés pour percevoir le paiement de commandes antérieures.

Les travailleuse·eur·s éprouvent des grandes difficultés pour acheter des matières premières pour la production.

En Afrique du Sud, les coopératives qui recevaient des commandes mensuelles de la part d'entreprises sociales ont été informées qu'aucun travail ne serait disponible pendant la période de confinement (c'est-à-dire en avril) et que l'entreprise sociale reviendrait aux coopératives en mai.

Les coopératives de travailleuse·eur·s à domicile enregistrées en Afrique du Sud tentent de s'inscrire sur le portail du ministère du Développement des petites entreprises pour obtenir une aide aux PMME. Il n'y a pas encore eu de rapports d'enregistrement réussi ni d'aide reçue.

Aux Philippines, les gens ne sont pas autorisés à quitter leur domicile pour acheter de la nourriture. Le gouvernement livre de la nourriture. Les travailleuse·eur·s à domicile signalent que la nourriture n'est pas suffisante pour les grands ménages et qu'elle n'est pas fraîche.

# Vendeuse·eur·s de rues et vendeuse·eur·s de marchés

« Quand vous sortez, vous avez aussi des problèmes pour rentrer à la maison. Toutes ces personnes battues par la police étaient des travailleuse·eur·s de l'économie informelle qui se lèvent tôt pour travailler et rentrent dans leur domicile le soir. Les restrictions sur les transports urbains de la ville leur posent d'énormes difficultés ».

- Entretien avec l'organisation de vendeuse·eur·s de produits alimentaires SYGAS, au Sénégal

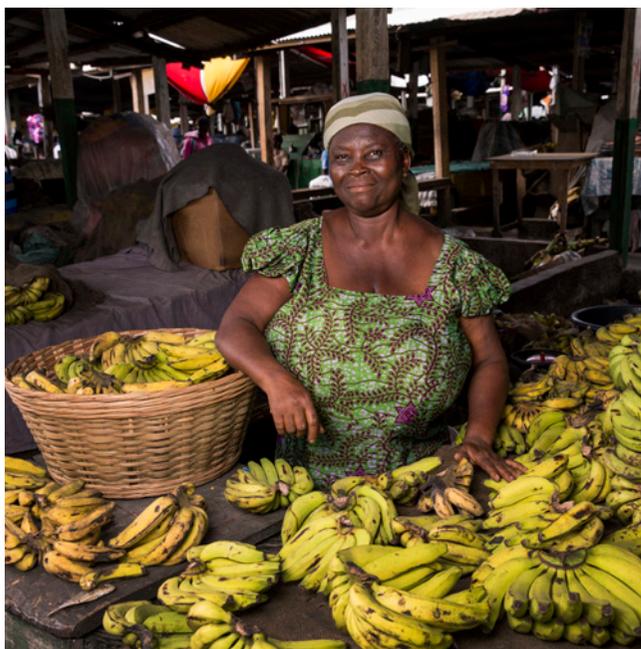


photo : Jonathan Torgovnik/Getty Images Reportage

## Fermeture des frontières (c'est-à-dire entre et dans les pays)

Les commerçant·e·s transfrontalière·er·s ne peuvent pas exercer leurs activités, ce qui entraîne l'absence de ventes et la baisse des revenus.

À Ahmedabad, en Inde, les marchés en gros et les petites épiceries (kirana) sont en activité, mais les agricultrice·eurs ne peuvent transporter des marchandises ni traverser les frontières des villages/États pour vendre ce qu'elles·ils produisent ; tous les marchés de vendeuse·eur·s de rue, y compris Bhadra Chowk, sont fermés. Si les agricultrice·eurs peuvent vendre aux grand·e·s commerçant·e·s, les commerçant·e·s fixent des prix abusifs en n'offrant qu'une roupie pour le chou qu'on achetait auparavant pour dix roupies.

## Distanciation sociale (c'est-à-dire les écoles sont encore ouvertes et les personnes sont encoura- gées à travailler à domicile si possible)

Il y a une chute des ventes car moins de gens fréquentent les espaces publics.

## Confinement partiel (c'est-à-dire les écoles sont fermées, les personnes sont encouragées à travailler à domicile si possible, les marchés et magasins alimentaires sont ouverts, les transports publics sont toujours en service)

L'accumulation de stocks de la part de la classe moyenne a fait augmenter le prix des intrants tels que le riz et les œufs pour les vendeuse·eur·s de nourriture en Thaïlande.

Les vendeuse·eur·s de rue et les commerçant·e·s de marché qui vendent des produits autres que des aliments ne peuvent plus opérer. En Thaïlande, les marchés de nuit sont actuellement fermés, mais les marchés alimentaires restent ouverts.

La diminution des ventes et la perte de stocks de denrées périssables ont provoqué une augmentation des dettes (toutes les régions).

Des expulsions forcées et des violences policières envers des commerçant·e·s de l'informel ont été signalées (Ghana, Liberia, Inde, Sénégal, Afrique du Sud, Zimbabwe).

Au Sénégal, les personnes qui vendaient de la nourriture faite maison ne peuvent plus le faire faute de demande.

Les commerçant·e·s sénégalais·e·s peuvent toujours travailler, mais avec beaucoup de contraintes : demande faible, fermeture des marchés en gros – ce qui limite leur capacité à s'approvisionner – et manque d'équipements de protection de la part du gouvernement.

## Confinement total (c'est-à-dire les écoles sont fermées, tou- te et tout travailleuse·eur non essentiel reste à la maison, les marchés alimentai- res sont fermés, le service de transport public est limité)

Les commerçant·e·s de marché qui vendent des produits frais sont considéré·e·s comme des travailleuse·eur·s essentiel·le·s au Ghana, au Pérou et en Afrique du Sud. Cependant, toutes et tous déclarent que le gouvernement ne leur fournit pas l'équipement de protection nécessaire pour travailler en toute sécurité.

Au Pérou, certain·e·s dockers de marché sont malades, d'autres ne vont pas travailler par crainte de tomber malades. D'autres encore dorment en dehors du marché, à même le sol, pour éviter de dormir dans des dortoirs surpeuplés ou de rendre leur famille malade.

Les commerçant·e·s de marché qui vendent des aliments cuits ne sont pas autorisé·e·s à travailler au Pérou.

Les vendeuse·eur·s de rue n'ont nulle part où vendre et ne peuvent pas quitter leur domicile pour se rendre là où se trouvent les gens (Inde, Pérou, Sénégal).

Les vendeuse·eur·s de produits frais au Ghana peuvent travailler, cependant on ne leur a pas réservé le même traitement qu'aux commerçant·e·s des marchés. Elles·ils n'ont pas été consulté·e·s sur leurs besoins et ne bénéficient pas de stations de lavage des mains ou de désinfectants comme les commerçant·e·s des marchés.

Au Ghana et au Pérou, les vendeuse·eur·s de denrées alimentaires non fraîches ne peuvent pas travailler et ont temporairement perdu leurs moyens de subsistance. Toutefois, certain·e·s continuent de se rendre au marché car il est difficile pour les autorités de réglementer leur activité.

## Vendeuse·eur·s de rues et vendeuse·eur·s de marchés (suite)

### Confinement total (suite)

(c'est-à-dire les écoles sont fermées, toute et tout travailleuse·eur non essentiel le reste à la maison, les marchés alimentaires sont fermés, le service de transport public est limité)

Certains marchés en gros sont ouverts à Delhi, en Inde, pendant des heures limitées, mais les marchés naturels sont fermés, ce qui entraîne une perte totale de revenus pour presque toutes et tous les vendeuse·eur·s des marchés et les vendeuse·eur·s de rue.

La faible demande a conduit à la perte de biens périssables, ce qui a causé une montée des dettes (toutes les régions).

Les femmes qui fabriquent des vêtements et vendent des perles (c'est-à-dire des vêtements religieux et de l'artisanat) ne peuvent plus produire ou vendre leurs marchandises car ces marchés sont fermés en Afrique du Sud. Comme elles ne peuvent pas vendre, elles ne peuvent pas non plus acheter les matériaux dont elles ont besoin pour leur production.

Les vendeuse·eur·s qui offrent leurs produits dans les transports publics ne peuvent plus vendre leurs marchandises (Chili)

Les expulsions forcées et la violence policière à l'encontre des commerçant·e·s de l'économie informelle ont entraîné la perte temporaire ou permanente d'espaces commerciaux (Ghana, Inde, Afrique du Sud, Zimbabwe).

La police a confisqué et détruit les produits des agricultrice·eur·s lorsque ces dernière·er·s tentaient de les amener au marché (Zimbabwe).

## Récupératrice·eur·s de matériaux



photo : L. Tuttle

« Les femmes amènent leurs enfants au travail car il n'y a pas de cours à l'école. Elles les mettent dans leurs chariots, parce qu'elles doivent travailler ».  
– Entretien avec des récupératrice·eur·s de matériaux à Mexico

### Arrêt de l'économie dans les grandes puissances économiques mondiales

(c'est-à-dire la Chine, l'Europe et l'Amérique du Nord)

Les récupératrice·eur·s en Colombie constatent que les prix des métaux ont baissé, celui du verre est par terre ; celui du papier n'est pas mal. Certains maillons des chaînes de valeur sont rompus du fait que les grandes industries sont fermées (aux niveaux national et international).

### Fermeture des frontières

(c'est-à-dire entre et dans les pays)

Les entrepôts de collecte ont fermé, ce qui a fait baisser les prix, en raison de la fermeture des frontières, car personne n'achète à l'étranger.

### Quarantaine

En Inde, les municipalités n'ont pas identifié les ménages qui sont en quarantaine (à cause d'une maladie potentielle), les récupératrice·eur·s ne peuvent donc savoir si les déchets sont dangereux.

### Distanciation sociale

(c'est-à-dire les écoles sont encore ouvertes et les personnes sont encouragées à travailler à domicile si possible)

Les récupératrice·eur·s qui habitent dans des communautés isolées en Afrique du Sud ont déjà constaté une baisse de leurs revenus car les intermédiaires ne veulent plus acheter de produits recyclables.

Comme le virus peut vivre sur certains matériaux pour une durée de jusqu'à quelques jours, le marché des produits recyclables s'est effondré. Les intermédiaires refusent d'acheter davantage de produits recyclables en raison de la suspension de leurs opérations, ce qui a un impact sur les coopératives et sur les collectrice·eur·s de rue (Afrique du Sud, Brésil).

Les coopératives des récupératrice·eur·s se ferment dans tout le Brésil, car les récupératrice·eur·s ne sont pas autorisé·e·s à collecter des matériaux recyclables et il n'y aura pas de nouveaux matériaux qui arriveront aux coopératives.

Les récupératrice·eur·s travaillent dans des espaces exigus dans les entrepôts de recyclage et doivent également charger des matériaux lourds, ce qui exige un travail d'équipe.

Le manque d'équipements de protection est une question cruciale dans toutes les régions.

En Colombie, les entreprises privées refusent de payer la taxe de recyclage qui revient aux récupératrice·eur·s.

## Récupératrice·eur·s de matériaux (suite)

<b>Distanciation sociale (suite)</b> (c'est-à-dire les écoles sont encore ouvertes et les personnes sont encouragées à travailler à domicile si possible)	Au Mexique, les déchets ménagers ont diminué et pas tous les ménages ne séparent les déchets sanitaires comme il est recommandé. Les écoles sont fermées et les récupératrices ont fait part de leurs difficultés concernant la garde des enfants et le travail avec leurs enfants en dehors de l'école.
<b>Confinement partiel</b> (c'est-à-dire les écoles sont fermées, les personnes sont encouragées à travailler à domicile si possible, les marchés et magasins alimentaires sont ouverts, les transports publics sont toujours en service)	<p>Les sites d'enfouissement sont fermés, donc il n'y a pas d'accès aux produits recyclables.</p> <p>À Belo Horizonte, les récupératrice·eur·s craignent que le mois d'avril ne leur soit pas payé car il ne sera pas travaillé.</p> <p>Les coopératives de récupératrice·eur·s redoutent la démobilitation des systèmes de collecte sélective des déchets car les citoyen·ne·s perdront l'habitude de recycler.</p> <p>Les récupératrice·eur·s se préoccupent du fait que les municipalités s'intéresseront davantage aux questions de sécurité et révoqueront leurs contrats après la COVID-19, et qu'elles opteront pour la mise en œuvre de technologies de valorisation énergétique des déchets ou pour des méthodes d'incinération.</p> <p>Pour les raisons évoquées ci-dessus, les récupératrice·eur·s craignent d'avoir moins de matériaux à recycler après la crise de la COVID-19.</p> <p>En Colombie, les récupératrice·eur·s restent dans les rues sans équipement de protection pour conserver l'accès aux matériaux recyclables alors que les entreprises privées poursuivent la collecte des déchets.</p> <p>Au Sénégal, les récupératrice·eur·s sont harcelé·e·s par les autorités sur les décharges, les empêchant de travailler.</p>
<b>Confinement total</b> (c'est-à-dire les écoles sont fermées, toute et tout travailleuse·eur non essentiel·le reste à la maison, les marchés alimentaires sont fermés, le service de transport public est limité)	<p>Les récupératrice·eur·s craignent de perdre des gains importants obtenus par la reconnaissance des municipalités à leurs activités et des contrats en raison de leur incapacité à travailler pendant cette période. Il y a une crainte croissante que des contrats soient accordés à des entreprises privées de collecte de déchets après la crise (Afrique du Sud, Colombie, Brésil).</p> <p>Au Ghana, les travailleuse·eur·s de l'assainissement sont qualifiés d'essentiel·le·s et sont exempté·e·s de cette interdiction, mais les récupératrice·eur·s se trouvent dans une zone grise. De petits groupes peuvent travailler parce qu'ils vivent sur ou à proximité des décharges d'Accra. La majorité de ces travailleuse·eur·s sont à la maison par crainte de tomber malade ou parce qu'ils ne pensent pas pouvoir passer les contrôles de sécurité.</p> <p>Les personnes qui continuent de travailler n'ont pas de marché pour leurs produits – les acheteuse·eur·s sont parti·e·s, ce qui entraîne une perte totale de revenus – (Ghana, Pérou, Inde). Au Ghana, on stocke des marchandises pour le moment où le confinement prendra fin.</p> <p>En Argentine, les récupératrice·eur·s sont considéré·e·s comme des travailleuse·eur·s essentiel·le·s et reçoivent une subvention de la part du gouvernement pour appuyer leur travail. Bon nombre d'entre elles·eux ont arrêté ou réduit leur travail pour se consacrer aux soupes populaires. Les grandes entreprises ont demandé aux récupératrice·eur·s de renforcer la collecte de carton à cause de la pénurie locale.</p>

## Autres travailleuse·eur·s dans l'espace public

« L'impact économique est élevé faute de travail, pour nous en sortir tous les jours nous devons travailler ».

– Entretien avec un cireur de chaussures à Mexico



photo : Juan Arredondo/Reportage by Getty Images

### Confinement partiel

(c'est-à-dire les écoles sont fermées, les personnes sont encouragées à travailler à domicile si possible, les marchés et magasins alimentaires sont ouverts, les transports publics sont toujours en service)

À Mexico, les cireuse·eur·s de chaussures peuvent continuer de travailler, mais il y a une chute brutale de la demande et leurs revenus ont été considérablement réduits.

Beaucoup ne travaillent pas, faute de parvenir à gagner en une journée ce que coûterait le transport pour se rendre au travail ; d'autres se lancent dans de nouvelles activités.

### Confinement total

(c'est-à-dire les écoles sont fermées, toute et tout travailleuse·eur non essentiel·le reste à la maison, les marchés alimentaires sont fermés, le service de transport public est limité)

À Lima, les vendeuse·eur·s de journaux péruvien·ne·s ont été désigné·e·s comme travailleuse·eur·s essentiel·le·s. Ces dernière·er·s continuent de travailler mais n'ont pas obtenu de protection adéquate de la part des maisons d'édition pour lesquelles elles·ils distribuent les journaux (certaines ont fourni des gants et des masques, pas toutes)

Les déplacements sont difficiles : les horaires de métro sont limités et les travailleuse·eur·s doivent parcourir de longues distances pour se rendre au travail.

Leurs coûts augmentent en raison du transport, de la nécessité d'acheter des équipements de protection, pendant que leurs revenus diminuent parce que la demande est plus faible qu'auparavant.

La plupart des vendeuse·eur·s de journaux sont des personnes âgées, et certaines choisissent de rester à la maison pour protéger leur santé.